Revue Internationale DAMBE

Valorisation des Savoirs Endogènes et Promotion de la Recherche Scientifique

ISSN : 1987-1996

Volume 1_Numéro 1

Décembre 2024

Mutation Socio-économique, culturelle et environnementale en Afrique : Défis et enjeux.

Revue semestrielle multidimensionnelle du CERFDES

https://cerfdesconsulting.com/revue

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

PRESENTATION

La revue Internationale « Dambé » qui est un mot bambara signifiant la dignité, est une revue qui vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue, à l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Conférences à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Dr. DIANE Sidi Boubacar
LA TURQUIE A L'EPREUVE DU MULTICULTURALISME : LE VECU DES COUPLES AFRO-TURCS DANS LA VILLE D'ISTANBUL 1
Dosselimingnon Benoit SORO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambégué SORO
IMPACT DES SYSTEMES D'ELEVAGE SUR LA TRANSFORMATION DES PAYSAGES DANS LA REGION DE GBÊKÊ (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) 20
NKONGOLO KAAJILA Dieudonné
PARTICIPATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES A L'EMERGENCE DU SECTEUR AGRICOLE EST-KASAÏN : QUELS MECANISMES POUR SON EFFECTIVITE ?..... 42
KARIDIOULA Logbon, COULIBALY Moussa, KOFFI Brou Emile
ACCESSIBILITE EN EAU ET VULNERABILITES DES POPULATIONS RURALES DANS LE DEPARTEMENT DE DABAKALA (CENTRE NORD DE LA COTE D'IVOIRE) 68
DOVI Komi François, LODONOU Kossi
CONTRIBUTION DES ENSEIGNEMENTS DE LANGUE A L'EDUCATION A LA CITOYENNETE : L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS AU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE AU TOGO 85
KANATE Mohamed, DIOMANDE Yaké Raymond, KONE Issiaka
L'ECOLE DANS LES ZONES INDUSTRIALO-PORTUAIRES ET COMMERCIALES A ABIDJAN 108
Arounan OUÉDRAOGO
LA MÉDECINE GÉNOMIQUE À L'ÉPREUVE DE LA RÉFLEXION PHILOSOPHIQUE : VERS UNE RÉVOLUTION CONCEPTUELLE DE LA SANTÉ 126
Dr KOUAME BI GOORE Roland
PARENTIFICATION DES AINES ET MALTRAITANCE INTRAFRATERNELLE DANS LES FAMILLES MONOPARENTALES MATRICENTRIQUES : CAS DU DISTRICT D'ABIDJAN 139
Harouna KONATE, Koiworo COULIBALY
PROBLEMATIQUE DE GESTION DES DECHETS SOLIDES EN COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO (MALI)..... 155
Safiatou DIALLO
EXCISION EN GUINEE : QUAND LES TRADITIONS CULTURELLES FREINENT L'ABOLITION 171
Issa NIAMBA, Siaka OUATTARA
CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET PROFESSIONNELLES DES IMMIGRANTES SERVEUSES DANS LES DEBITS DE BOISSONS A OUAGADOUGOU..... 185
Chéhibou COULIBALY
FONCTIONS SOCIOCULTURELLES DU *KANCIINRI* CHEZ LES SENOUFOS 201
Dr Oumar DEMBELE, Dr Adama KONE, Dr Lamine Boua COULIBALY, Mounérou DJIRE
INONDATIONS DANS LES QUARTIERS PERIURBAINS DE BAMAKO : STRATEGIES D'ADAPTATIONS DES POPULATIONS RIVERAINES DE KALABANCORO..... 220
Bréhima Chaka TRAORE, Oumarou AROU
PRISE EN CHARGE DU PALUDISME CHEZ LES FEMMES ENCEINTES ET LES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS : CONTRASTES DES OFFRES MEDICALES A YIRIMADIO (BAMAKO) 246
Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO, Bakary DAGNO, Ibrahima DEMBELE
PRATIQUE DES ACTIVITES DE MARAICHAGE DANS LA VILLE DE SEGOU 262
Dr. Zakaria Coulibaly
PATRIOTISME DANS LES ECOLES AMERICAINES : UN FACTEUR DE GRANDEUR DE L'HOMME AMERICAIN ET DE DEVELOPPEMENT DE L'AMERIQUE 279
CISSE Abdoulaye
LA CRISE SOCIO SECURITAIRE ET L'EDUCATION DANS LE NORD ET LE CENTRE DU MALI..... 291
Aminata B SANGARE

INSTRUMENT DE MUSIQUE TRADITIONNELLE EN VOIE DE DISPARITION : CAS DU FLENKOLO BALANI, COMMUNE DE KASSARO, REGION DE KITA 307
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
DEPENSES SANITAIRES EFFECTUEES PAR LES USAGERS DANS L'AIRE DE SANTE DU CSREF DE KALABANCORO 324
MFUEBO PHILLIPE MABETO KIBENI
ETUDE ET DIMENSIONNEMENT D'UNE MINI CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE : CAS DU COMPLEXE HOSPITALIER DE LUOZI 338
Ali TIMBINE, Yacouba LOUGUE, Malick TIMBINE
LA GEOGRAPHIE DES MASQUES AU PAYS DOGON ET LEUR ROLE DANS LE VIVRE ENSEMBLE AU MALI 366
Drissa KONE, Adama KONE
ANALYSE SOCIO CULTURELLE DES MONUMENTS DU DISTRICT DE BAMAKO 382
Dr. Bassy KANOUTE
TEST STATISTIQUE DE LIAISON ENTRE LA PAUVRETE ET LA SANTE DE L'ENFANT AU MALI 402
Lassina BERTHE, Dr Malick TIMBINE, Daouda KASSOGUE
PERCEPTION DES POPULATIONS ET INTERACTION DES ACTEURS DANS LA PRISE EN CHARGE SANITAIRE : CAS DU CSCOM DE SOGONIKO EN COMMUNE VI DU DISTRICT DE BAMAKO 420
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE SANTE : CAS DU CSREF DE KALABANKORO 436

PARTIE 2: SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

Dr Tiécoro DIARRA
L'EXPRESSION DU POUVOIR REGLEMENTAIRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES 455
KOAMA Hamidou
L'ANIMATION DU CONTRÔLE PARLEMENTAIRE DE FINANCES PUBLIQUES AU MALI 488

TABLE OF CONTENT

PART 1 : HUMANITIES AND SOCIAL SCIENCES

Dr. DIANE Sidi Boubacar
TURKEY FACING THE CHALLENGE OF MULTICULTURALISM: THE EXPERIENCE OF AFRO-TURKISH COUPLES IN THE CITY OF ISTANBUL 1
Dosselimingnon Benoit SORO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambégué SORO
IMPACT OF LIVESTOCK SYSTEMS ON LANDSCAPE TRANSFORMATION IN THE GBÊKÊ REGION (CENTRAL CÔTE D'IVOIRE) 20
NKONGOLO KAAJILA Dieudonné
PARTICIPATION OF FARMERS' ORGANISATIONS IN THE EMERGENCE OF THE AGRICULTURAL SECTOR IN EAST KASAÏN: WHAT MECHANISMS ARE NEEDED TO ENSURE ITS EFFECTIVENESS? 42
KARIDIOULA Logbon, COULIBALY Moussa, KOFFI Brou Emile
ACCESS TO WATER AND VULNERABILITIES OF RURAL POPULATIONS IN THE DEPARTMENT OF DABAKALA (NORTH CENTRAL CÔTE D'IVOIRE) 68
DOVI Komi François, LODONOU Kossi
CONTRIBUTION OF LANGUAGE TEACHING TO CITIZENSHIP EDUCATION: TEACHING ENGLISH IN JUNIOR SECONDARY SCHOOL IN TOGO 85
KANATE Mohamed, DIOMANDE Yaké Raymond, KONE Issiaka
SCHOOLS IN THE INDUSTRIAL, PORT AND COMMERCIAL AREAS OF ABIDJAN 108
Arounan OUÉDRAOGO
GENOMIC MEDICINE PUT TO THE TEST OF PHILOSOPHICAL REFLECTION: TOWARDS A CONCEPTUAL REVOLUTION IN HEALTHCARE 126
Dr KOUAME BI GOORE Roland
PARENTIFICATION OF ELDERLY PEOPLE AND INTRA-FRATERNAL ABUSE IN MATRICENTRIC SINGLE-PARENT FAMILIES: THE CASE OF THE ABIDJAN

DISTRICT 139
Harouna KONATE, Koiworo COULIBALY
SOLID WASTE MANAGEMENT ISSUES IN COMMUNE V OF THE DISTRICT OF BAMAKO (MALI) 155
Safiatou DIALLO
FEMALE GENITAL MUTILATION IN GUINEA: WHEN CULTURAL TRADITIONS HINDER ABOLITION 171
Issa NIAMBA, Siaka OUATTARA
SOCIO-DEMOGRAPHIC AND PROFESSIONAL CHARACTERISTICS OF IMMIGRANT WAITRESSES IN DRINKING ESTABLISHMENTS IN OUAGADOUGOU 185
Chéhibou COULIBALY
SOCIOCULTURAL FUNCTIONS OF THE KANCIINRI AMONG THE SENOUFOS 201
Dr Oumar DEMBELE, Dr Adama KONE, Dr Lamine Boua COULIBALY, Mounérou DJIRE
FLOODING IN THE PERI-URBAN NEIGHBOURHOODS OF BAMAKO: ADAPTATION STRATEGIES OF THE REVERSIDE POPULATIONS IN KALABANCORO 220
Bréhima Chaka TRAORE, Oumarou AROU
TREATMENT OF MALARIA IN PREGNANT WOMEN AND CHILDREN UNDER FIVE YEARS OF AGE: CONTRASTS IN MEDICAL SERVICES IN YIRIMADIO (BAMAKO) 246
Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO, Bakary DAGNO, Ibrahima DEMBELE
PRACTISING MARKET GARDENING IN THE CITY OF SEGOU 262
Dr. Zakaria Coulibaly
PATRIOTISM IN AMERICAN SCHOOLS: A FACTOR IN THE GREATNESS OF THE AMERICAN PEOPLE AND THE DEVELOPMENT OF AMERICA 279
CISSE Abdoulaye
THE SOCIO-SECURITY CRISIS AND EDUCATION IN NORTHERN AND CENTRAL MALI 291
Aminata B SANGARE
TRADITIONAL MUSICAL INSTRUMENT IN DANGER OF DISAPPEARING: THE CASE OF THE FLENKOLO BALANI IN THE COMMUNE OF KASSARO, KITA REGION 307
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
HEALTH EXPENDITURE BY USERS IN THE CSREF OF KALABANCORO 324
MFUEBO PHILLIPE MABETO KIBENI
STUDY AND DESIGN OF A MINI PHOTOVOLTAIC SOLAR POWER PLANT: THE CASE OF THE LUOZI HOSPITAL COMPLEX 338
Ali TIMBINE, Yacouba LOUGUE, Malick TIMBINE
THE GEOGRAPHY OF MASKS IN THE DOGON COUNTRY AND THEIR ROLE IN COMMUNITY LIFE IN MALI 366
Drissa KONE, Adama KONE
SOCIO-CULTURAL ANALYSIS OF MONUMENTS IN THE DISTRICT OF BAMAKO 382
Dr. Bassy KANOUTE
STATISTICAL TEST OF THE LINK BETWEEN POVERTY AND CHILD HEALTH IN MALI 402
Lassina BERTHE, Dr Malick TIMBINE, Daouda KASSOGUE
PERCEPTIONS OF THE POPULATION AND STAKEHOLDER INTERACTION IN HEALTHCARE DELIVERY: A CASE STUDY OF THE SOGONIKO COMMUNITY HEALTH CENTER, COMMUNE VI OF THE BAMAKO DISTRICT 420
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
HEALTH CENTER OPERATIONS: THE CASE OF THE KALABANKORO REFERENCE HEALTH CENTER 436

PART 2: LEGAL AND POLITICAL SCIENCES

Dr Tiécoro DIARRA
THE EXPRESSION OF LOCAL GOVERNMENT REGULATORY POWERS 455
KOAMA Hamidou
ENHANCING PARLIAMENTARY OVERSIGHT OF PUBLIC FINANCES IN MALI 488

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

PRATIQUE DES ACTIVITES DE MARAICHAGE DANS LA VILLE DE SEGOU

PRACTISING MARKET GARDENING IN THE CITY OF SEGOU

Mahamadou CISSE
Docteur en Développement Local, Université de Ségou
Email : mahamadoucisse57@yahoo.com
Tenemaka SANOGO
Docteur en Gestion des Ressources Naturelles, Université de Ségou
Email : tenemakasanogo091@gmail.com
Bakary DAGNO
Docteur en Contrôle et Protection de l'Environnement
Email : bakarydagno84@gmail.com
Ibrahima DEMBELE
Spécialiste en Développement Local, Université de Ségou
Email : idembele043@gmail.com

Résumé

La production agricole constitue un levier du développement socioéconomique de nos villes. En effet, la pratique des activités maraîchères joue un rôle clé dans l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires. Cela dit, il s'agit d'une pratique très répandue dans la ville de Ségou et implique plusieurs acteurs dont les ménages, les diplômés en quête de nouvelle expérience et même les fonctionnaires et assimilés. Ainsi, l'objectif de cette étude est d'analyser les impacts socio-environnementaux de la pratique des activités de maraîchage dans la ville de Ségou. Pour mener à bien cette recherche, nous avons mis l'accent sur les méthodes qualitatives et quantitatives afin de cerner les contours de la pratique maraîchère à Ségou. Les investigations ont consisté aux entretiens avec les personnes ressources et les acteurs impliqués dans les pratiques du maraîchage dans la ville de Ségou. Il ressort de ces investigations qu'en plus d'être une source de revenus pour les populations, c'est également un moyen d'approvisionner le marché local en produits agricoles. Toutefois, l'utilisation excessive des produits chimiques pour fertiliser le sol constitue un risque de contamination des eaux et expose les populations de la ville aux banditismes et aux maladies comme le paludisme. Compte tenu de cet aspect, un durcissement de la règlementation en occurrence la loi d'orientation agricole est nécessaire afin de cadrer l'utilisation de ces intrants dans les pratiques agricoles et de respecter les exigences en termes de pratiques culturales.

Mots clés : dégradation de l'environnement, impacts, maraîchage, Ségou, urbaine.

Abstract

Agricultural production is a lever for the socio-economic development of our cities. Indeed, the practice of market gardening activities plays a key role in the supply of food to cities. That said, it is a very widespread practice in the city of Ségou and involves several actors including households, graduates looking for new experience and even civil servants and similar. Thus, the objective of this study is to analyze the socio-environmental impacts of the practice of market gardening activities in the city of Ségou. To carry out this research, we focused on qualitative and quantitative methods in order to identify the contours of market gardening practice in Ségou. The investigations consisted of interviews with resource persons and actors involved in market gardening practices in the city of Ségou. It appears from these investigations that in addition to being a source of income for the population, it is also a way to supply the local market with agricultural products. However, the excessive use of chemicals to fertilize the soil poses a risk of water contamination and exposes the city's populations to banditry and diseases such as malaria. In view of this aspect, a tightening of the regulations, in this case the Agricultural Framework Law, is necessary in order to frame the use of these inputs in agricultural practices and to comply with the requirements in terms of cultivation practices.

Keywords : environmental degradation, impacts, market gardening, Ségou, urban.

Introduction

Dans les villes africaines, l'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) est l'expression d'un malaise économique (W. Atakpama et al., 2021). L'AUP contribue à l'amélioration des situations économiques de plusieurs ménages vivant dans la précarité (Schilter C., 1991) et constitue une solution pour lutter contre le déficit alimentaire et économique dans la mesure où c'est une solution aux difficultés des conditions de vie des populations à faible revenues. Ainsi, l'agriculture urbaine est pratiquée par environ quarante (40) millions de personnes. Cette agriculture est dominée par les cultures maraichères en raison de leur contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations (FAO, 2012). Il s'avère que la pratique du maraîchage est très répandue sur le continent. Pour le Centre de recherches pour le développement international (1999), deux facteurs expliquent ce développement de la pratique dans les villes africaines. Il s'agit en effet de :

- la demande accrue de fruits et légumes consécutive à la croissance de la population urbaine et à l'évolution des niveaux de vie et des habitudes alimentaires;
- la crise de l'emploi et la paupérisation des citadins qui contribuent à augmenter le nombre de maraichers et à accroitre les superficies cultivées en ville.

Cependant, les villes maliennes n'échappent guère à cette situation qui s'accentue au fur et à mesure et concerne surtout les espaces moins habités ou peu occupés par les populations dans le but de produire des cultures de proximité. De nos jours, nos villes ressemblent de plus en plus à la campagne dû au fait que la population exploite ces espaces moins habités pour des travaux agricoles. La pratique de ces travaux a un impact considérable sur le développement socio-économique de la ville d'autant plus que le poids de la démographie nécessite un besoin accru en denrée alimentaire.

Ainsi, la ville de Ségou ressemble de plus en plus à ces champs de culture que l'on trouve dans n'importe quel milieu rural avec l'aménagement des petits espaces dédiés aux activités maraîchères. Bien que ces activités jouent un rôle très important dans l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires et sont même source d'emplois pour certaines personnes. Mais leurs pratiques posent aujourd'hui d'innombrables problèmes qui sont liés à la pollution de l'environnement et à l'insécurité des citadins. En effet, l'utilisation de pesticides est systématique dans les activités maraichères, et ce dans l'objectif d'endiguer les ennemis des cultures (Toé, 2010) et d'optimiser les rendements des cultures (Ahouangninou, Fayomi, & Thiba, 2011). Cela dit, les champs de légumes et de fruits poussent en pleine ville en dépit de la réglementation préconisée par la Loi d'Orientation Agricole (LOA) maintes fois rappelée par le gouvernement du Mali. Une situation d'autant plus inquiétante, est le banditisme qui se développe et se ramifie en même temps. En effet, en dehors de la détérioration du cadre de vie par l'usage excessive des engrais et des pesticides, ces champs sont souvent constitués comme des repaires de bandits et des gîtes de reproduction des moustiques. Le phénomène s'intensifie au fur et à mesure que l'on se déplace vers les périphéries et le long des berges du fleuve Niger avec les activités maraichères çà et là. Cette pratique bien qu'importante pour la sécurité alimentaire dans les villes et ceux qui la pratique, demeure aujourd'hui un facteur de dégradation de l'environnement et d'insécurité compte tenu de la présence des insectes et des reptiles qui s'y développent en plus de la forte dépendance des

produits chimiques nocifs à l'homme et à l'environnement (Pooda, 2017) qu'il faudrait tenir compte afin de préserver le cadre de vie des citadins.

Cependant, l'intérêt de cette recherche est de ressortir les impacts socio-environnementaux de cette pratique sur le cadre urbain. A cet effet, il est important de répondre à la question suivante : Quels sont les impacts socio-environnementaux de la pratique des activités de maraîchage dans la ville de Ségou ?

Pour ce faire, notre objectif est d'analyser les impacts socio-environnementaux de la pratique des activités de maraîchage dans la ville de Ségou. Comme hypothèse, nous dirons que malgré son apport à l'économie local, la pratique des activités de maraîchage à Ségou contribue à la pollution de l'environnement, attire les insectes et favorise le banditisme.

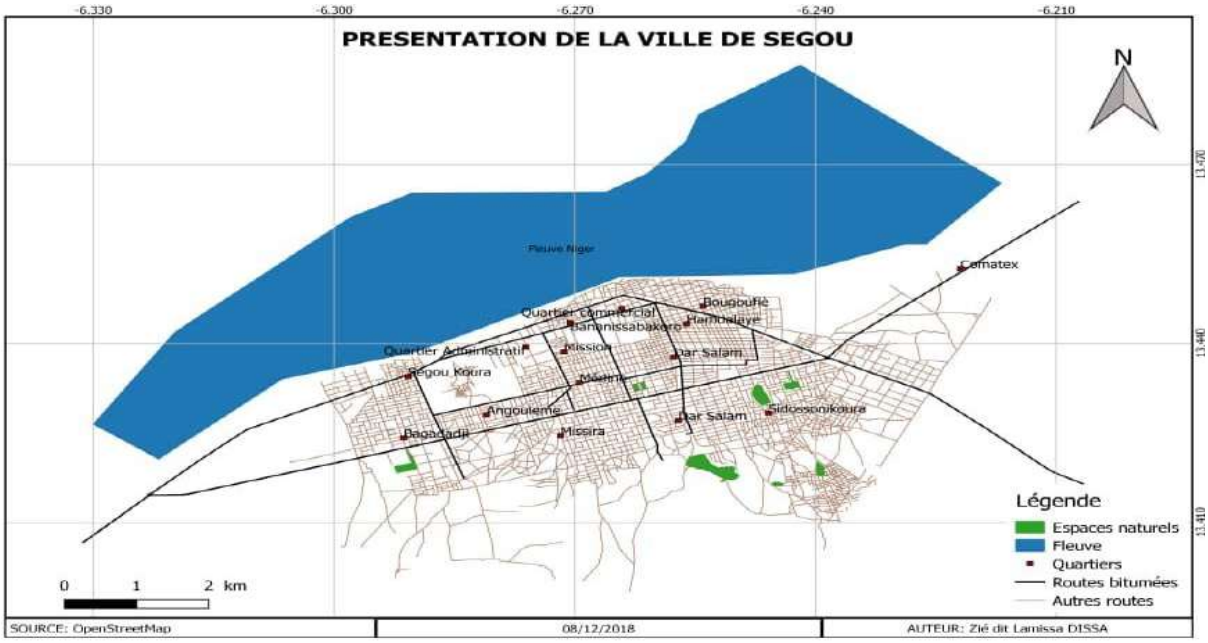
1. Matériels et méthodes

1.1.Présentation du milieu d'étude

La commune urbaine de Ségou, chef-lieu du Cercle dudit nom, est située au Sud-ouest du Mali, à une distance d'environ 240 km de la capitale Bamako (Gouvernorat de Ségou, 2022), sur la route nationale n°6 (RN6).

La commune urbaine de Ségou est limitée à l'Est par la commune rurale de Pelengana, à l'Ouest par la commune de Sébougou, au Nord, par le fleuve Niger et au Sud par la commune rurale de Sakoïba. Elle couvre une superficie de 23,74 km2 et est composée de 15 quartiers (Gouvernorat de Ségou, 2022). L'économie de la ville repose essentiellement sur l'agro-sylvo-pastorale (PROMISAM, 2008).

Image 1: carte de la ville de Ségou



La ville de Ségou se situe entièrement sur la rive droite du fleuve Niger, ce dernier limite son extension au Nord. Géographiquement la ville se situe au centre de ce qu'on appelle le bassin de Ségou. Ce bassin est une grande plaine sédimentaire qui s'étend à l'Est de Niamina.

Elle se situe entre le fleuve Niger et le Bani. Le sol argileux repose sur un socle gréseux et est comblé en surface par les alluvions du fleuve. Cette situation favorise le développement de l'agriculture dans la ville d'autant plus que l'essentiel des activités de la population repose sur ce dernier. Ainsi, l'agriculture de la zone est à forte dominante céréalière : le mil et le sorgho occupent 80% des superficies cultivées, suivis de l'arachide et du niébé. Depuis la fin de l'Opération Arachide et Cultures Vivrières (OACV) en 1980, la zone n'a plus de grande culture de rente mais reste excédentaire en produits vivriers (IOE, 1990). L'élevage est un élément important du système agraire local. Les aléas climatiques pèsent lourdement sur la production agricole qui peut varier du simple au double selon le déroulement de la saison des pluies. L'accroissement démographique et le développement de la culture attelé a induit une régression inquiétante des surfaces et périodes de jachère. Cela dit, dans la ville de Ségou les activités de maraîchage sont très répandues et occupent une frange de la population en quête de ressources et d'occupation.

1.2.Méthodes de recherche

Pour mener à bien cette recherche, nous avons opté pour une démarche mixte qui consiste à combiner les méthodes qualitatives et quantitatives. Cela en fonction de la nature de la problématique qui s'intéresse aux acteurs impliqués et aux pratiques culturales. Pour ce faire, nous avons choisi un échantillon de 200 personnes choisies de façon aléatoire simple à travers la ville de Ségou en fonction de leurs implications dans la pratique des activités maraîchères et ayant voulu répondre à nos interrogations. Pour cela, un questionnaire a été adressé à la population afin de comprendre les modes d'accès et leur opinion sur la pratique de l'agriculture urbaine. En ce qui concerne les entretiens, nous avons élaboré un guide d'entretien composé d'items adressés à des responsables chargés des questions agricoles et les autorités coutumières de la région afin d'identifier les politiques et les interventions de l'Etat en la matière. Les entretiens semi-directifs ont concernés la direction régionale de l'agriculture, de la mairie de la commune urbaine de Ségou, de l'autorité coutumière de Pélengana (commune rurale), et d'un spécialiste des questions sociales. Chaque guide a été réadapté en fonction de l'interlocuteur en face. Les entretiens ont duré en tout, deux heures. Après la collecte des informations, nous avons procédé à la codification et les données ont été saisies à l'aide du logiciel SPSS, puis, l'établissement des tableaux dans le logiciel Excel, suivis des commentaires. Le logiciel Zotero a été utilisé pour faciliter l'élaboration de la bibliographie et nous avons également fait recours à des écrits réalisés sur la thématique. Cette recherche documentaire nous a conduit aux archives de l'Institut d'Economie Rurale (IER), de l'Université de Ségou, en plus les sites Internet ont été mis à profit.

2. Résultats

2.1.Acteurs impliqués et moyens d'accès aux espaces culturales

La production agricole est une activité très répandue et ne concerne pas seulement les zones rurales. Cependant, la ville de Ségou n'est guère épargnée par la pratique des activités liées à l'agriculture, notamment avec la présence des maraîchages sur les berges du fleuve et l'aménagement des petits espaces aux alentours des zones résidentielles. Compte tenu de son apport à l'économie locale, plusieurs acteurs sont concernés. Ainsi, pour ID, universitaires : « la culture urbaine et périurbaine est pratiquée par beaucoup de personnes pour diverses raisons. En plus de l'autoconsommation, il peut y avoir une culture d'entreprenariat pour ceux qui la pratique ». Il est évident que cette pratique est très répandue dans la ville de Ségou, en effet, cela

est due à plusieurs facteurs dont le faible revenu des populations, le manque d'employabilité et la volonté d'entreprendre etc. Outre cela, les personnes impliquées dans cette pratique sont divergentes et le tableau suivant nous en édifie davantage.

Tableau 1: personnes pratiquant la culture urbaine et périurbaine

Profiles des acteurs	**Effectifs**	**Pourcentage (%)**
Les ménagers (es)	134	67,0
Les diplômés sans emploi	61	30,5
Les fonctionnaires et assimilés	5	2,5
Total	**200**	**100**

Source : enquêtes de terrain, 2024

Nous constatons dans le tableau ci-dessus que les ménagères sont majoritairement impliquées dans l'AUP avec 67% soit 134 personnes contre 2,5% de fonctionnaires et assimilés. Les jeunes diplômés sont aussi concernés par cette pratique à hauteur 30%. Ces derniers, pour la plupart sont issus de l'université de Ségou qui est aujourd'hui un vecteur de promotion de l'entreprenariat juvénile.

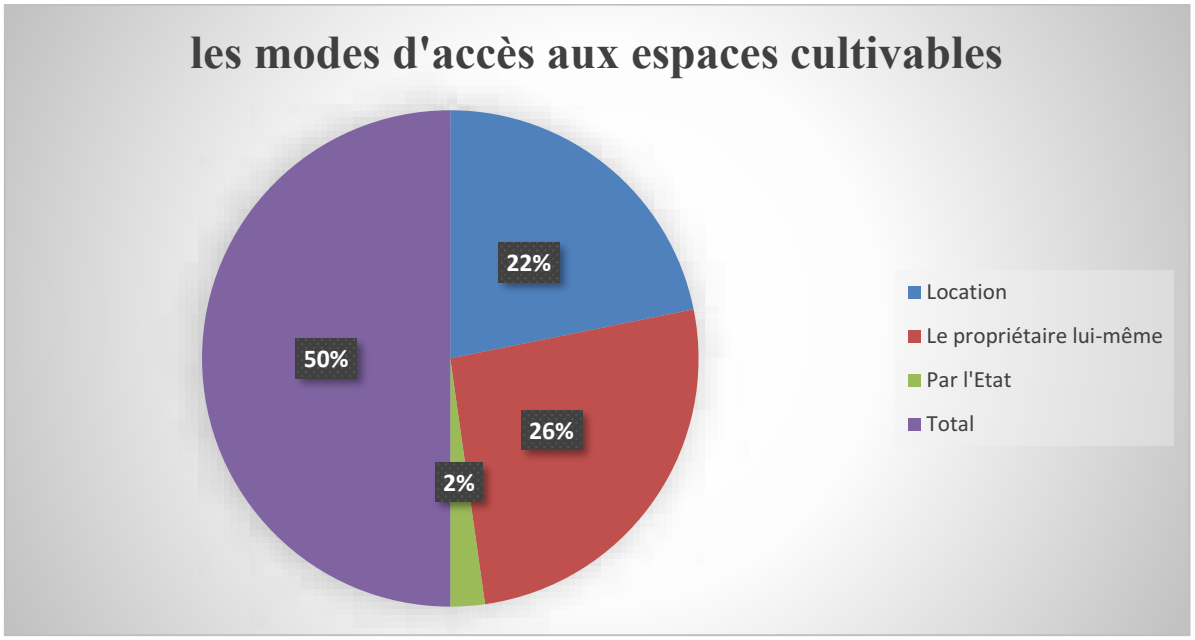
Cette pratique en plus de concerner les personnes à faible revenues, concerne également les ménages aisés. Si pour certains, c'est un moyen de subsistance afin de produire leur autoconsommation et faire des épargnes, d'autres y voient plutôt un moyen entrepreneurial afin de ravitailler la ville en denrées alimentaires et générer des sources de revenus.

Cette situation constitue un moyen pour disposer d'un champ de proximité pour ceux qui n'en ont pas les ressources nécessaires pour se permettre l'aménagement d'un champ dans les zones agricoles dans les communes environnantes ou dans la zone office du Niger.

Cependant, les conditions d'accès à ces espaces en milieu urbain sont diverses et souvent relève de certains critères pour leurs acquisitions.

Dans la ville de Ségou, il existe trois (3) critères pour avoir accès à la terre notamment à travers l'Etat, le propriétaire lui-même ou par location (graphique n°1).

Graphique 1: opinion des enquêtés sur le mode d'accès à la terre pour la pratique de l'AUP



Source : enquêtes de terrain, 2024

Dans ce graphique, les personnes qui exploitent leurs propres parcelles sont majoritaires avec 26%. A peine 22% ont accès à la terre à travers un contrat de location donné par une tierce personnes (dans la majeure partie des cas, il s'agit d'un propriétaire de parcelle qui loue temporairement l'espace). Cependant, seulement 2% des enquêtés ont accès à la terre à travers l'État. Cette situation s'explique de plusieurs manières, en effet, bien que la terre appartienne à l'Etat, les populations n'ont pas les mêmes conditions quand il s'agit d'obtenir un espace cultural. Aujourd'hui, dans la plupart des cas, les gens utilisent les espaces inoccupés pour cultiver. Cela peut être un terrain vide dans le quartier ou une cour non habitée par le propriétaire qui loue sa parcelle ou la met à la disposition d'une personne tierce qui sera chargé de garder l'enclos. Ce dernier, compte tenu de son rôle en profite pour cultiver des vivres. AT, quadragénaire et gardien nous confie : « cet espace que je cultive, je l'ai reçu grâce au propriétaire du terrain qui m'a confié la sécurité de son domaine et m'a autorisé à cultiver en attendant qu'il ne mette en valeur son terrain ». Cela explique les conditions d'accès à la terre et les réalités qui en découlent.

Cependant, une autre réalité est que beaucoup loue également la parcelle pour y pratiquer l'AUP afin de s'activer et de diversifier les rentes.

Cependant, cette pratique culturale a des impacts sur l'évolution de la ville et la configuration de la commune de Ségou d'autant plus qu'il existe un laxisme dans la règlementation en matière de production agricole en zone urbaine.

2.2.Impacts de l'agriculture urbaine et périurbaine sur les populations

Malgré un objectif clairement défini, notamment généré des sources de revenus fiables et satisfaire les besoins de consommation des ménages, il est évident que la dite pratique accentue une certaine détérioration de l'environnement à travers la propagation des insectes et des reptiles. Les riverains ont des opinions assez partagées quant à la pratique de l'agriculture en milieu urbain et périurbain (tableau n°2).

Tableau 2: Opinion des enquêtes sur la culture urbaine et périurbaine

Opinions	**Effectifs**	**Pourcentage (%)**
Bonne	104	52,0
Mauvaise	96	48,0
Total	**200**	**100**

Source : enquêtes de terrain, 2024

Ce tableau indique que 52% des enquêtés ont une bonne opinion de la pratique de l'AUP contre 48%. A travers ces chiffres, nous constatons que la majorité de la population enquêtée trouve la pratique comme une opportunité dans la mesure où elle a un certain impact positif sur leur quotidien en termes d'occupation, de maintien de l'équilibre familial et de création de revenu financier. Selon FC veuve et mère de famille : « je pratique cette activité il y a une décennie. Grâce à cela je produis des haricots en période hivernale et je commercialise ma récolte afin d'assurer les dépenses scolaires des enfants ». Cela explique à quel point cette activité contribue au développement socioéconomique des populations et à la stabilité des ménages.

Malgré des contre avis divergents sur la question et les incertitudes qu'elle soulève notamment avec une végétation conséquente qui contribue à propager les moustiques sources du paludisme, particularité des régions tropicales, elle offre des opportunités d'emplois, donc génère des revenus, l'agriculture urbaine participe, parfois de manière significative, à l'approvisionnement de la ville

en denrées alimentaires de proximité et constitue un levier pour le maintien de la biodiversité et de la cohérence écologique des territoires (Bertrand, 2010).

Par ailleurs, elle permet de recycler les déchets organiques (déchets ménagers et déjections des animaux) pour fertiliser les cultures et les résidus issus de la transformation de produits agricoles pour alimenter les animaux d'élevage (drêches de bière, son de céréales…).

Au-delà de ces aspects plutôt importants, la pratique de l'AUP dans la ville de Ségou créée une certaine problématique liée à l'occupation anarchique des espaces. Les populations ne font pratiquement plus de distinction entre les zones résidentielles et les zones culturales.

2.3.L'anarchie dans la culture urbaine et périurbaine

Promulgué par le gouvernement du Mali en 2006, la loi d'orientation agricole est le document de référence en matière de politique de développement agricole au Mali. A cet effet, elle préconise certaines règles en matière d'agriculture en zone urbaine et périurbaine afin de conserver la fonction urbanistique des villes. Certaines cultures sont acceptées en zone rurale plutôt qu'en milieu urbain en raison de la croissance démographique dans les villes et de leur fonction socioéconomique et politique. Compte tenu de ces aspects, il est déconseillé d'utiliser les cultures de plus d'un mètre en ville pour des raisons de sécurité et cette règle n'est pas souvent respectée d'autant plus que les riverains cultivent le maïs et le mil dans des zones habitées. Outre cet aspect, les populations ne font plus la différence entre les endroits cultivables et non. Elles profitent de chaque terrain bâti ou non pour pouvoir cultiver tant qu'il n'est pas habité. La conséquence de cette pratique anarchique contribue à augmenter les risques de paludisme avec les gîtes de moustiques qui se forment. Il y a également les risques de banditisme et d'atteinte à l'intégrité physique des personnes d'autant plus que ces cultures peuvent être des cachettes pour certaines personnes de mauvaise volonté.

Image 2: Culture du dah au quartier Angoulême ex aviation (Ségou)



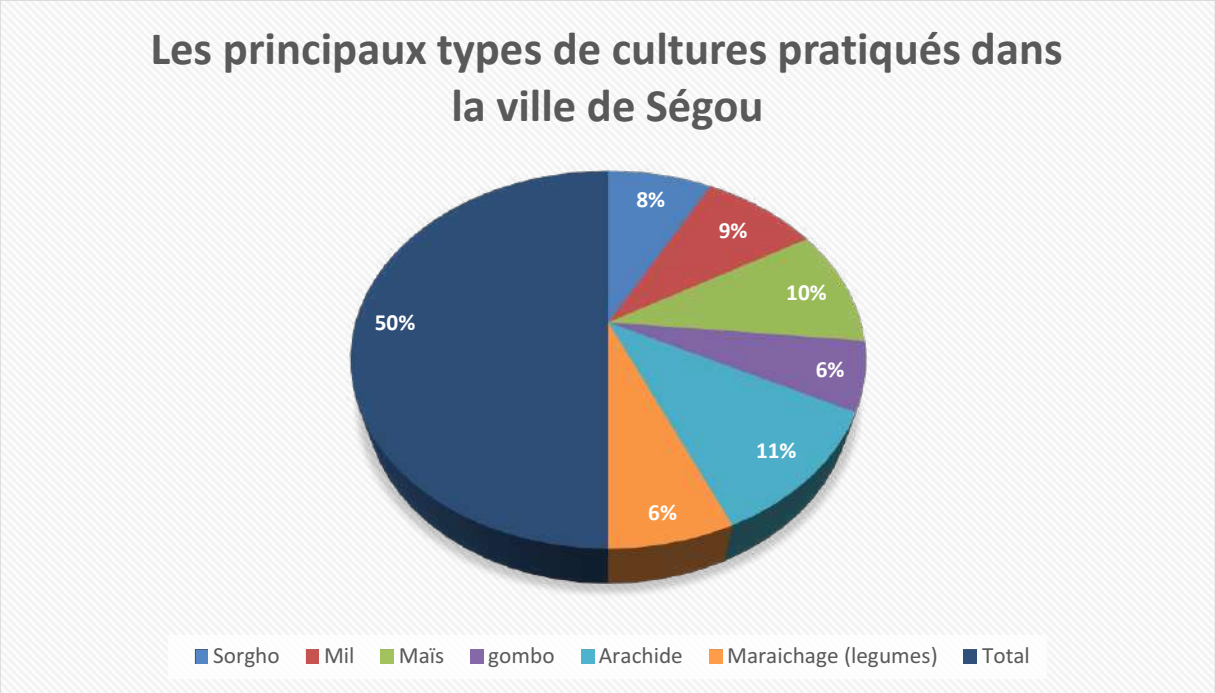
Source : Cliché personnel, 2024

A travers cette image, nous constatons un réel danger dans la pratique dans la mesure où elle constitue un risque sécuritaire et sanitaire. KC, résidant du quartier lafiabougou (Ségou) : « à certaines heures de la nuit, on ne peut pas sortir lorsque les cultures commencent à prendre de l'auteur car les gens peuvent se cacher entre ces derniers pour agresser les passants ». Cette situation constitue un danger pour les riverains d'autant plus que ça impacte la sécurité des citadins. Des risques de morsure de serpent et autres reptiles sont aussi présentes.

Par ailleurs, les animaux domestiques sont délaissés dans les rues au bord de la route et pénètrent les champs voisins, ce qui peut provoquer des accidents de circulation et des désaccords entre éleveurs et agriculteurs. Aujourd'hui, l'agriculture tel que nous la connaissons constitue un facteur d'incompréhension et de conflits entre éleveurs et agriculteurs au Mali. D'une part, les agriculteurs sont tous le temps à la quête de nouvelles alternatives en agrandissant à chaque opportunité leur territoire. D'autre part, les éleveurs, eux aussi se voient contraint de chercher ailleurs d'autant plus que les terres arables sont aux mains des agricultures qui cherchent à chaque fois des moyens pour s'accaparer des terres.

Le marché local est largement approvisionné par les produits issus de cette pratique d'agriculture de proximité. Il existe plusieurs types de cultures qui sont utilisées soit pour les besoins des ménages, soit pour la commercialisation. Dans tous les cas, il s'agit d'une activité rentable pour les populations citadines qui y voit une certaine opportunité. A cet effet, plusieurs types de cultures sont cultivés dans la ville de Ségou (graphique n°2).

Graphique 2: Types de cultures pratiquées à Ségou



Source : enquêtes de terrain, 2024

Dans ce graphique, plusieurs types de cultures peuvent être pratiqués par une seule personne. Cela dit, la culture du sorgho représente 8% suivi du mil (9%). Quant aux cultures maraichères, elles représentent 6% des personnes enquêtées. Cette dernière est surtout localisée aux abords du fleuve compte tenu des besoins importants en eau et de sa pratique en toute saison (12/12 mois). Le plus souvent, il s'agit des cultures destinées à approvisionner le marché local en produits légumineux.

2.4.Corrélation entre la dégradation de l'environnement et la pratique de l'agriculture urbaine et périurbaine

La pratique de l'agriculture en milieu urbain et périurbain constitue une aubaine pour les populations de la ville de Ségou et environnante, notamment, en termes de génération de

ressources et d'approvisionnement du marché local. Cependant, avec l'urbanisation galopante, des risques environnementaux et sanitaires accroissent. Ces espaces dédiés à l'AUP sont des gites par excellence de reproduction des moustiques et d'autres facteurs liés à l'assainissement et à la dégradation de l'environnement. Des problèmes sanitaires liés à l'usage des produits chimiques (insecticides, pesticides) et aux techniques traditionnelles d'agricultures constituent des obstacles exposant les populations aux risques de cancer, de maladies cardiovasculaires et respiratoires. A cet effet, face à ces risques et leurs impacts sur l'environnement humain et animal, il est important d'adopter des mesures pour atténuer les impacts environnementaux de la pratique de l'AUP sur la ville et ses habitants.

Cela nécessite la règlementation de la pratique en zone urbaine et environnante, la sensibilisation des populations sur les dangers liés à l'usage excessive des produits chimiques, la promotion des plants d'arbres pour protéger et conserver la biodiversité.

Discussion

L'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) se réfère aux pratiques agricoles dans les villes et autour des villes qui utilisent des ressources en terre, eau, énergie, main-d'œuvre pouvant également servir à d'autres usages pour satisfaire les besoins de la population urbaine. Il s'agit d'une activité génératrice de revenus pour les populations, réalisée sur des petites surfaces (terrains vides, jardins, balcons …) en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité (FAO, 1999). Ainsi, des résultats obtenus, nous constatons que la pratique des activités agricoles dans la ville de Ségou constitue une aubaine pour les populations locales afin de générer des ressources dans le but d'améliorer les conditions de vie des ménages. Il est évident que c'est également un moyen d'approvisionner les marchés de proximité pour la consommation locale avec le surplus des produits. Ainsi, Zezza et Tasciotti (2010), dans leur étude portant sur 15 pays en développement montrent qu'entre 17% et 26% de la production agricole dans les pays en voie de développement comme le Ghana sont vendue afin de générer des ressources dans les ménages. Ce qui corrobore avec les résultats de notre étude qui stipule le fait que cela permet de lutter contre le chômage et améliorer les conditions de vie des exploitants. Cela dit, les conditions d'acquisition sont diverses et relèvent de trois critères d'accès (Etat, location et propriétaire lui-même) selon notre étude. Il

est évident que le droit d'accès à la terre dépend d'un milieu à un autre et en fonction des réalités du milieu (Mukendi, Balasha, Jean, Fyama, & Bogaert, 2016). Selon notre étude, 22% sont locataire contre respectivement 26% et 2% qui sont soit propriétaire, soit à travers un bail de l'Etat. Quelques parts cela joue sur la qualité de la productivité compte tenu des spéculations foncières y afférentes et de la qualité des sols à exploiter. Par ailleurs, le recours à des intrants pour fertiliser et optimiser la productivité n'est pas sans conséquence car il contribue à la dégradation de l'environnement et du cadre urbain. En effet, la pratique des activités agricole en ville accentue le développement de la végétation (herbes) source de prolifération des insectes et moustiques provoquant la malaria. Outre cela, nous avons constaté également qu'elle contribue à la dégradation de l'environnement notamment avec l'usage des pesticides et des insecticides qui peuvent être à long terme des vecteurs de troubles liés à la respiration, au cancer et affecté le milieu aquatique. Cependant, à Beijing (Chine), une étude a démontré que la production maraichère est la culture qui pollue le plus les eaux compte tenu de l'usage des produits chimiques comme les pesticides (Wolf, et al., 2003). La pollution des parcelles peut aussi impacter la santé publique. De nombreuses parcelles d'AUP contiennent des métaux lourds. Un des risques de ces métaux lourds est la contamination humaine. En effet, le plomb peut se transmettre par voie directe (ingestion du sol via le derme ou de la poussière inhalée) ou indirecte (consommation de plantes qui ont grandi dans des sols contaminés). Toutefois, il apparaît que l'AUP n'augmente pas les risques de contamination du sang au plomb via la consommation des légumes, s'ils sont correctement nettoyés. Pour (Yang & Keding, 2009) l'utilisation des eaux usées pour l'irrigation peut provoquer des risques de santé publique lorsque les produits consommés sont issus des cultures de cette dernière. Par ailleurs, des problèmes dermatologiques ont étés signalés chez des agriculteurs dans une étude réalisée en Inde sur la présence d'agent pathogène lié à l'usage des produits chimiques (Bradford, Brook, & Hunshal, 2003). Toutefois, une autre étude dans le même pays a trouvé que la moyenne de bactéries E.coli était plus élevée que les recommandations internationales, et que les épisodes de diarrhée chez les consommateurs de légumes irrigués par ces eaux usées étaient plus élevés que chez les consommateurs de légumes irrigués par les nappes phréatiques (Falkenberg & Saxena, 2018).

Ainsi, nous abordons la problématique dans le même sens que le groupement de recherche en économie et développement international (GREDI) qui stipule que l'AUP, peut être utilisé comme

un mécanisme de dépollution des sols, mais, elle peut aussi renforcer cette pollution à travers l'usage excessive de fertilisants et de pesticides. Cela dit, malgré son rôle de régulateur des eaux de ruissellement et de poumons d'aération de la zone urbaine, sa pratique renforce la pollution des cours d'eau et la perte d'habitat naturel dans les zones périphériques de la ville. Toutefois, même si l'accent est beaucoup mis sur sa capacité à renforcer l'économie locale à travers la création des emplois et l'approvisionnement du marché local, son rôle dans le risque du paludisme est déterminant car les insectes y trouvent un lieu de refuge. Considéré comme un élément important du développement durable des villes, l'agriculture urbaine est positionnée par les collectivités dans la discussion sur la diminution des émissions de gaz à effet de serre, la relocalisation de la production alimentaire et le développement des chaînes courtes d'approvisionnements (Watts et al., 2005). Ainsi, nous retenons une problématique à double sens qui consolide l'économie locale mais également renforce les risques de dégradation de l'environnement humain et animal.

Conclusion

L'AUP contribue à booster l'économie locale à travers une relocalisation des activités agricoles et à l'approvisionnement des marchés locaux. Cependant, certains aspects sont moins considérés par les gouvernements en particulier celui du Mali. Il est essentiel de réviser la politique agricole en insistant sur les dangers de la culture urbaine et périurbaine d'autant plus que l'usage excessive des produits chimiques expose les populations à des dangers sanitaires. Ainsi, cette étude nous a permis de comprendre les impacts socio-environnementaux de la pratique culturale en milieu urbain et périurbain. Visiblement, malgré les impacts positifs, l'anarchie dans l'utilisation des produits chimiques et du non-respect des types de cultures autorisés en milieu urbain par la loi d'orientation agricole en fait un problème sanitaire et environnemental qui mérite une attention particulière des autorités politiques et des organisations de défense de l'environnement. Aujourd'hui, le poids de la démographie et de l'urbanisation galopante exige une chaine d'approvisionnement bien fourni et cela justifie la pratique de l'agriculture de proximité pour permettre à la ville d'être moins dépendante des zones rurales. Cela se passe par la rigueur dans les pratiques culturales et la possibilité de diminuer la dépendance aux produits chimiques. Loin d'être exhaustif, des questions comme les contraintes liées aux intempéries et la gestion de l'espace urbaine gagneraient d'être abordées de façon approfondie afin de mettre en lumières les difficultés des agriculteurs en milieu urbain et les perspectives y afférentes.

Références bibilographiques

ATAKPAMA , Wouyo; KANDA, Madjouma; FOLEGA, Fousseni; BATAWILA, Komlan; (2021, Juin). Agriculture urbaine et périurbaine dans la ville de Lomé et ses banlieues. *Revue Marocaine des Sciences Agronomiques et Vétérinaires*, pp. 205-211.

BERTRAND, N. (2010). Agriculture périurbaine : la construction du rapport à la ville proche. (B. N, Éd.) pp. 1-11.

BRADFORD, Andrew, BROOK, Robert, & HUNSHAL, C. (2003). Wastewater irrigation in Hubli–Dharwad, India: Implications for health and livelihoods. *Environment and Urbanization*, pp. 157-170.

FALKENBERG, Timo, & SAXENA, Deepak (2018). Impact of wastewater-irrigated urban agriculture on diarrhea incidence in Ahmedabad. *Indian journal of community medicine: official publication of Indian Association of Preventive & Social Medicine*, p. 102.

FAO. (1999). *Questions relatives à l'agriculture urbaine.*

FAO. (2012). *Pour des villes plus vertes en Afrique. Premier rapport d'étape sur l'horticulture urbaine et péri-urbaine. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.*

Gouvernorat de Ségou. (2022). *Etude monographique de la ville de Ségou.*

IOE, I. O. (1990). *Projet fonds de développement villageois de Ségou.*

MUKENDI, Nathan Kasanda; BALASHA, Arsene Mushagalusa; JEAN, Helene Kitsali; FYAMA, Jules Nkulu Mwine; BOGAERT, Jan (2016, janvier 1). Maraichage périurbain à Lubumbashi : modes d'accès à la terre et gestion des superficies agricoles. *International Journal of Innovation and Applied Studies, 14*(1), pp. 27-36.

POODA, Lamine (2017). *Pratiques maraîchères et risques de pollution environnementale par les pesticides: cas de quelques exploitations de Sakaby et de Dogona à Bobo-Dioulasso.* Mémoire d'étude, Université Nazi Boni, Institut de développement rural, Bobo-Dioulasso.

PROMISAM, P. d. (2008). *Synthèse des plans de sécurité alimentaire continues du cercle de Ségou (2008-2012).*

SCHILTER Christine (1991). *L'agriculture urbaine à Lomé: Approches agronomiques et socio-économiques.* Paris: Karthala.

TOE, Adama M. (2010). *Étude pilote des intoxications dues aux pesticides agricoles au Burkina Faso.* Designated National Authorities (DNA) et Secrétariat de la Convention de Rotterdam.

WATTS et al. (2005). Making Reconnections in Agro-food Geography : alternative. *Progress in human géography, 29*(I), pp. 22-40.

WOLF, J; MS, Van Wijk; CHENG, X; HU, Y; C.A, Van Diepen; A.W, Jongloed; R, Roetter (2003). Urban and peri-urban agricultural production in Beijing municipality and its impact on water quality. *Environment and Urbanization, 15*(2), pp. 141–156.

YANG, Ray-Yu., & KEDING, Gudrun. (2009). Nutritional contributions of important African indigenous vegetables. *African indigenous vegetables in urban agriculture*, pp. 137-176).